

DU CATASTROPHISME

Cet été, j'ai été invité à exposer mon point de vu sur "la crise" dans deux réunions, l'une organisée par le MAN (1) et l'autre par un courant minoritaire du PS (2). C'est un exercice que je n'aime pas et pour lequel je ne suis pas doué. Mais à m'obliger à le faire, j'ai pu préciser ou approfondir certains sujets d'inquiétude, à commencer par celui-ci : les gens ne changeront de manière de voir que lorsqu'ils y seront acculés par des catastrophes. En attendant qu'elles surviennent, ils agiront comme si elles étaient invraisemblables ce qui est peut-être la meilleure façon de les rendre inévitables.

Les solutions de la peur

Une première constatation : tout le monde parle de crise, mais sans parvenir à la définir. S'agissant d'une crise économique, les spécialistes en discutent depuis 10 ans. Ils ne sont d'accord ni sur son origine, ni sur sa nature, ni sur ses issues possibles. Elle ne se manifeste pas comme les crises passées et n'a pas les mêmes conséquences. Elle n'affecte qu'une petite partie de la société, fort peu la majorité, nullement les classes dites supérieures et qui le sont en tout cas par les moyens dont elles disposent : les hôtels trois ou quatre étoiles se portent bien, les restaurants fins ne désemplassent pas et le commerce de luxe n'a jamais été aussi prospère. Rien de catastrophique.

Peut-être ne s'agit-il que d'une mutation ? La société doit s'adapter à une très rapide évolution technologique (c'est la thèse actuelle de notre gouvernement), après quoi elle reprendra sa marche en avant. La technique est présumée capable de résoudre tous les problèmes. Mieux encore, les nouvelles technologies devant modifier considérablement nos conditions de travail et de vie, on n'hésite pas à évoquer la naissance d'une "nouvelle civilisation» Les temps sont durs pour quelques-uns, mais l'avenir exaltant pour tout le monde. Le discours sur la crise est ainsi de plus en plus rassurant.

Il l'est d'autant plus qu'il n'est plus monopolisé par les économistes. Ceux-ci avaient fini par prendre trop de place. Avec leurs doctrines contradictoires et leur jargon, ils colonisaient tous les médias. La valeur d'un homme politique se mesure désormais à sa compétence supposée en économie, qui est elle-même démontrée par sa maîtrise du langage économique. D'autres intellectuels, spécialisés en d'autres disciplines (philosophie, sociologie, anthropologie, etc.) ont fini par réagir. Ils se sont à leur tour penchés sur ce concept de crise. Ils ont alors découvert d'autres dimensions à la crise, qui serait aussi politique, sociale, culturelle voire spirituelle. Grâce à quoi elle n'est plus qu'une référence commode, utilisée comme peut l'être celle qui est parfois faite aux "voies impénétrables de Dieu". Dans un pareil brouillard, certains ont cru trouver la lumière. Ils sont allés la chercher dans le dictionnaire. Car le mot crise vient du grec et signifie qu'un choix s'impose. Il suffirait donc de faire ce choix pour que tout aille bien. Ainsi, après avoir qualifié de crise une situation qu'on appréhende mal et qu'on ne comprend pas, on pense l'avoir comprise et expliquée en donnant le sens étymologique du mot par lequel on la désigne !

Le désordre de la pensée, inquiétant chez des gens qui ont souvent une formation universitaire poussée, dénote un désarroi certain face à une réalité aussi large que complexe. Mais il résulte aussi, me semble-t-il, d'un effort désespéré pour se cacher de ce qui fait peur. Les intellectuels, devant les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, devant les menaces qui s'accumulent (menace de guerre, menaces écologiques, menace de krach financier international) et qui ne sont pas sans relation ces difficultés, réagissent comme le grand public qu'ils devraient pourtant essayer d'éclairer (ou alors à quoi servent-ils ?). Un peu comme les applaudir à la dernière pièce de Jean Giraudoux (*La guerre de Troie n'aura pas lieu*) et que le bon peuple fredonnait la dernière

chanson de Charles Trenet "Qu'est-ce qu'on attend pour faire la fête ? Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ?"... Puis la guerre éclata.

C'est donc avec une belle unanimité que notre intelligentsia s'accorde à dire que, tôt ou tard, des solutions seront trouvées aux multiples problèmes qui se posent. Par conséquent, les nations industrielles poursuivront, sur la trajectoire historique qui est la leur depuis deux siècles, leur quête d'une abondance qui s'éloigne à mesure qu'on avance vers elle. Les Français seront de plus en plus riches, consommeront de plus en plus de biens et surtout de services (cloués devant un écran pour recevoir une avalanche d'images), tandis que l'Etat, pour préserver la prospérité nationale qui peut être facilement compromise dans un monde où toutes les nations, avec des intérêts contradictoires, poursuivent en concurrence un même objectif de développement, pourra accroître indéfiniment sa capacité de destruction, grâce à des armements que le progrès des sciences et des techniques rend très vite obsolètes. Merveilleuse perspective !

Les tendances catastrophistes du développement.

Cette vaine recherche de l'opulence, finalité du développement technico-économique (de type capitaliste ou de type socialiste) est aussi absurde que condamnable. Absurde, parce qu'elle est sans fin, le système ne pouvant que progresser (ou la croissance de la production se poursuivre), qu'en suscitant, non pas de nouveaux produits destinés à satisfaire des besoins qui ne changent guère (le besoin d'automobile ne correspond qu'au besoin de se déplacer, longtemps satisfait par la marche à pied, puis par le cheval, etc.). Condamnable, parce qu'elle provoque des atteintes au milieu, des dégâts écologiques dont on a beaucoup trop tardé à prendre conscience, dont l'opinion publique ne s'inquiète que périodiquement, à l'occasion d'un accident spectaculaire (aujourd'hui celui du Mont-Louis), mais qui en arriveront par leur multiplicité, même en l'absence d'une catastrophe majeure, à compromettre la vie sur terre comme le prévoit Haroun Tazieff. A quoi il faut ajouter le risque d'apocalypse nucléaire, qui est l'aboutissement logique d'une course à la puissance indissociable de la course à la richesse.

Le développement technico-économique, tel qu'il a pris la forme à l'initiative des quelques pays où s'est produite une révolution industrielle au XIX^{ème} siècle, conduit l'humanité vers deux types de catastrophes parfaitement prévisibles -prévisibles parce qu'elles marquent la fin, la limite extrême, des deux grands axes de ce type de développement tendant vers l'accroissement continu de la richesse d'une part, de la puissance d'autre part. Et pourtant personne ne veut et ne peut croire qu'on en arrivera là. A cela, plusieurs raisons.

- L'Homme est doté d'une raison qui lui permet de distinguer le bien du mal (ou du moins ce qui est bon ou mauvais pour lui-même) et de faire des choix. Il ne peut pas opter pour sa propre destruction. C'est là un présupposé rassurant. Alors que les hommes se comportent trop souvent comme des imbéciles ou des fous sanguinaires, on parvient à demeurer serein, voire optimiste, en quittant cette triste réalité pour se situer au niveau de la réflexion philosophique, afin d'y découvrir l'homo sapiens. A ce niveau d'abstraction, il est facile d'imaginer le destin de l'Homme (à majuscule) ne sera pas celui auquel les hommes se condamnent eux-mêmes.

- Nous attribuons à l'Homme une liberté de choix. Nous perdons de vue que les hommes n'en ont plus guère dans la société qu'ils constituent et plus aucune dans le contexte économique dans lequel ils se trouvent. C'est là un point qu'il faudrait développer, mais ce serait trop long. Un exemple suffira comme démonstration. Laurent Fabius, notre nouveau Premier ministre, vient de rappeler l'urgence de la modernisation de notre appareil de production. Il a précisé que la mise en oeuvre des nouvelles technologies allait avoir, dans un premier temps, des effets négatifs sur l'emploi. Et dans un deuxième temps ? Si la question lui avait été posée, il aurait sans doute répondu, puisqu'il a promis de dire la vérité : "je n'en sais rien". Personne n'en sait rien car les avis

sont partagés. Pourtant les prévisions les plus sérieuses sont en ce domaine très pessimistes. La montée du chômage devrait subir une forte accélération dans les années à venir. Et il n'existe aucune recette réaliste, dans le cadre socio-politique actuel (non pas seulement celui de la nation, mais celui du monde capitaliste dont notre pays fait partie), pour enrayer cette montée du chômage. Nous allons donc prendre le risque de voir notre société se décomposer plus encore qu'elle ne l'est déjà. Nous y sommes obligés. Les choix technologiques du Japon et des USA nous contraignent à en faire d'identiques. Si nous y renoncions ou si nous n'y parvenions pas (ils coûtent très cher), nos entreprises cesseraient d'être compétitives. Des produits américains ou japonais se substitueraient aux nôtres, non seulement dans les pays où nous exportons, mais sur notre propre marché. Nous entrerions dans la voie d'un sous-développement relatif, par rapport à ces grandes puissances industrielles et à leur profit. Si la liberté de choix des français et de leur gouvernement existe, le choix n'est qu'entre la modernisation avec ses risques et ce processus d'appauvrissement avec ses conséquences sociales. Autant dire que nous n'avons pas le choix.

Nous sommes totalement soumis à la logique et la compétition, que la course aux armements illustre d'une manière dramatique, démente, jusqu'à la totale absurdité. Mais la compétition a débordé le domaine de l'économie pour envahir tout le champs social, de sorte que nous ne percevons plus comment elle nous conditionne et avec quels résultats. Non seulement nous négligeons ses effets négatifs (sur la qualité des rapports sociaux, sur l'environnement, etc.), mais nous lui attribuons toutes les vertus, en particulier celle d'assurer une remarquable dynamique à notre système (d'accélérer le processus de développement qui nous entraîne vers...) et de favoriser le progrès. Et en effet que de progrès !

- Puis ce sont ces mêmes progrès qui contribuent à nous rassurer. L'Occidental nourrit une singulière confiance dans la technique. Celle-ci lui paraît capable de résoudre tous les problèmes, y compris ceux qu'elle soulève.

L'avenir ne saurait dès lors être sombre : nous continuons de réaliser des progrès techniques et en ferons d'autres. Les questions qui se posent aujourd'hui trouveront demain une réponse. Nous oublions que le progrès technique est fonction du cadre socio-économique dans lequel il est réalisé. Il répond aux préoccupations de ceux qui le financent, puis décident son adoption ou son abandon, à savoir l'Etat et le Capital. L'Etat, qui affecte la plus grande part des ressources disponibles à la recherche militaire, le Capital (notamment les firmes multinationales), qui s'emploie, par le progrès dans les techniques de production ou le progrès-innovation, à accroître ses profits.

Le progrès technique n'est donc pas le moyen d'éviter les catastrophes. Il est un des principaux facteurs de la dynamique qui nous entraîne vers elles.

- Et le pire est que ce progrès nous semble être la preuve que nous allons dans la bonne direction. Car nous avons une fâcheuse tendance à nous prendre pour l'humanité. Lorsque nous évoquons l'Homme à majuscule, c'est à nous que nous pensons. Notre conception de l'Histoire nous amène en effet à croire que le développement technico-économique correspond à une évolution normale, évolution que toutes les autres sociétés sont appelées à connaître. Nous bénéficions d'une avance "historique", d'une avance dans le temps. Les autres nous suivront et doivent s'employer à combler leur "retard". Cette conception de l'Histoire ayant déjà été critiquée dans le bulletin (3), il peut paraître inutile d'y revenir. Je ne la dénonce maintenant que parce qu'elle entretient un optimisme confus, de principe, en particulier chez certains chrétiens qui ne peuvent accepter l'idée que l'Homme est en train de se perdre, que l'humanité est condamnée sans rémission. Ce n'est pas l'humanité qui est nécessairement condamnée, bien que ses conditions d'existence" risquent d'être compromises. C'est nous. A moins que "la crise»...

Un choix politique et culturel

La critique du développement technico-économique, de ses orientations, de sa dynamique compétitive, mais aussi de ses contreparties (au nombre desquelles le sous-développement", ce mot piégé), amène à s'interroger sur la richesse acquise et les progrès accomplis. En admettant qu'il soit un jour possible de mettre en forme une alternative au système existant il est rigoureusement exclu qu'elle soit "nationale" et qu'elle se fasse à l'initiative de l'ensemble de la société, il ne suffira pas d'organiser autrement les gens pour leur permettre d'utiliser autrement les moyens de production que nous connaissons. Ceux qui opteront pour l'alternative devront faire un choix difficile, dont les hommes sont rarement capables, à moins qu'ils ne soient des saints ou des militants prêts à se sacrifier à une cause. Ils devront renoncer au genre de vie que le développement passé a assuré à la nation.

Une charmante jeune femme a protesté : "la machine à laver, par exemple a beaucoup amélioré la vie des femmes. Quoiqu'on en dise, c'est un progrès. Je n'ai aucune envie d'aller, comme le faisait ma grand-mère, laver mon linge au lavoir public et à l'eau froide."

Toutes les grands-mères n'allaient pas au lavoir. Certaines d'entre elles faisaient laver leur linge, avaient une femme de chambre pour tirer sur les lacets de leur corset, une cuisinière, un cocher, un valet de pied pour pousser leur chaise lorsqu'elles s'asseyaient à table... Et elles n'imaginaient pas une seconde qu'on put vivre autrement. Les nations industrielles sont un peu dans la position de ces grands-mères. Elles occupent au sein de la construction mondiale une position qu'elles jugent tout à fait normale, mais qui l'est beaucoup moins si l'on se rappelle la manière dont elles l'ont acquise et si l'on considère les conditions de vie qui en résultent pour les autres sociétés. Il ne s'agit pas de se demander si les progrès techniques dont nous bénéficions sont ou non des progrès pour l'individu ou pour la collectivité. La question n'est pas là. Elle est de savoir si nous préférons conserver notre genre de vie, c'est-à-dire la manière dont nous satisfaisons nos "besoins" ou rendre aux peuples du Tiers-Monde le droit et la possibilité de choisir leur propre genre de vie.

Un genre de vie et non pas nécessairement une autre voie de développement.

En dehors de toute considération sur l'idéologie occidentale (celle qui sous-tend aussi bien le capitalisme que le socialisme, avec ses croyances - par exemple croyance en une relation entre progrès technique et Histoire, ou entre la prospérité matérielle et l'harmonie sociale, etc.), idéologie dont les élites du Tiers-Monde sont malheureusement imprégnées, les choix économiques des détenteurs du pouvoir d'Etat, quel que soit le régime politique, entraînent une croissante intégration des pays à l'économie mondiale. Cette "voie de développement" est conforme aux intérêts des pays industrialisés, mais aussi à ceux de la minorité privilégiée qui constitue la véritable base sociale de l'Etat. Les masses populaires quant à elles, s'enfoncent dans la misère, les paysans étant les principales victimes de ces choix économiques. Bien sûr, il existe des exceptions. Mais la situation générale est celle-là et elle est dramatique. Si l'on considère l'ensemble du monde capitaliste, et non pas seulement les pays industrialisés, on peut donc en conclure que la catastrophe n'est pas pour demain. Elle est déjà présente sous nos yeux. Et elle en est une parce qu'il n'y a pas d'issue.

Champs du Monde a refusé pour diverses raisons de s'associer à la campagne d'information organisée en 1981 par Terre des hommes - Frères des hommes ; je récusais moi-même l'analyse résumée dans le slogan qu'elle s'était donné : vaincre la faim, mieux se nourrir. Je ne vais pas revenir sur l'explication de ce point de vue, ni reprendre les arguments qui le fondent. Je rappellerai seulement que notre système socio-économique est extrêmement complexe, mais aussi cohérent jusque dans ses aberrations et ses absurdités. On ne peut pas le rafistoler. Il est un peu comme un tissu : si vous tirez sur un fil, tout le tissu se défait. Si les Français mangent moins de

viande, les éleveurs de bétail, qui se portent déjà bien mal, tombent en faillite. Ou alors la CEE doit acheter leur viande, la stocker à grands frais, puis la brader à l'exportation avec des subventions (vers le Tiers-Monde ?), donc au total s'affaiblir financièrement. L'Europe n'a pas besoin de ça, puisqu'on la dit en déclin par rapport aux USA et au Japon. Bref ! pour que la situation dans laquelle se trouvent les peuples du Tiers-Monde s'améliore et que la faim disparaisse, il faudrait que les options économiques y soient très différentes, ce qui est impossible sans bouleversements politiques et sociaux. Mais il faudrait aussi que nous acceptions les conséquences de ces bouleversements, car ils modifieraient profondément nos conditions d'existence. Dans notre propre cadre politique et social, cette éventualité est exclue. Par exemple, jamais notre gouvernement n'acceptera, quelles que soient ses tendances politiques, de voir la prospérité du pays ainsi compromise. Il réagira éventuellement par les armes.

Développement ou reproduction sociale ?

Aujourd'hui, la plupart des tiers-mondistes s'accordent à penser que les actions entreprises dans le Tiers-Monde, au titre de son développement, sont plus nocives qu'un simple sous-développement des forces productives. Ils recommandent des technologies appropriées, des réformes agraires avec cultures vivrières, etc. Ils continuent de parler de développement (même quand il s'agit de creuser un puits), mais acceptent l'idée d'un niveau de développement technico-économique très inférieur au nôtre, donc un niveau de vie des populations nécessairement inférieur au nôtre. Pourquoi considérons-nous comme inacceptable pour nous-mêmes ce que nous envisageons volontiers pour les autres ?

Si le Tiers Monde parvient un jour (je crois que c'est possible, "la crise" étant de ce point de vue une chance à saisir) à dissocier son destin du nôtre, c'est-à-dire à ne plus contribuer à notre développement technico-économique par les efforts qu'il fait pour promouvoir le sien, et si la décision économique échappe au système de pouvoir que nous y avons introduit (l'Etat) pour être rendue aux peuples, y aura-t-il ou non développement ? Car lorsque les tiers-mondistes cherchent pour ces peuples les voies d'un développement possible (comme je l'ai longtemps fait moi-même, jusqu'à dire comment ils devraient s'y prendre - dans *La Guérilla Economique*), ils font, pour eux, donc à leur place, un choix culturel fondamental.

Cette prétention abusive provient sans doute d'une confusion, que le mot de sous-développement favorise. Combattre le sous-développement ce n'est pas enclencher un processus de développement. C'est éliminer les facteurs internes et externes qui empêchent une population de se reproduire dans les conditions qu'elle décide elle-même.

Or, avant la période coloniale, beaucoup de sociétés ne se reproduisaient qu'à "l'identique" (4). Elles produisaient toujours en surplus. Mais celui-ci n'était pas investi pour accroître les capacités de production. Il était généralement dilapidé dans des fêtes rituelles. C'était parfois la condition du maintien d'un équilibre avec le milieu dont les ressources sont toujours limitées. C'était aussi bien souvent la condition du maintien d'un équilibre social, en assurant une égalité des membres du groupe, chacun recevant peu, mais la même part de la richesse sociale. Ces sociétés (il en existe encore des vestiges) sont-elles pauvres ? Suivant nos critères, elles le sont, bien qu'elles le soient beaucoup moins que la plupart d'entre nous, puisqu'elles n'ont pas de besoins insatisfaits. Mais elles ont surtout ce que la colonisation, puis le développement ont ôté à la plupart des sociétés : les raisons de vivre que chaque groupe social s' imagine, en fonction d'une idéologie ou au-delà, d'une cosmologie qui leur est propre.

Si les peuples du Tiers-Monde étaient libres de s'organiser comme ils l'entendent, peut-être que certains d'entre eux ne connaîtraient plus de développement technico-économique. Je ne vois pas du tout pourquoi nous devrions le déplorer. En revanche, on peut regretter qu'en leur imposant à

tous ce même système de pouvoir que représente l'Etat (seul reconnu par le droit international élaboré, en fait, par les grandes puissances) on ait imposé du même coup à l'humanité entière un même choix culturel, qui était initialement celui de la société occidentale.

Les sociétés ne se reproduisent plus à l'identique. Dans le Tiers-Monde, elles se délitent. La pauvreté n'est pas le mal le plus grave qui affecte la majorité des gens. C'est cette misère absolue qui n'est pas essentiellement matérielle, mais morale et culturelle ou spirituelle : dans une société dont les structures traditionnelles se sont disloquées, avec un système de valeurs qui n'est plus ni vécu ni commun aux membres du groupe social, les gens ne comprennent plus pourquoi ils vivent ni ce qui leur arrive.

Et chez nous ? Le développement a provoqué un remodelage social qui passe pour positif. Des gens plus instruits, de plus en plus de savants, de chercheurs de techniciens de haut niveau, d'universitaires, d'intellectuels de toutes disciplines. Aussi parle-t-on de développement économique et social. Mais si, pour tous ces gens, la promotion sociale est certaine, leur utilité sociale est strictement déterminée par leur fonction : ils sont au service de la dynamique d'un système. Si ce système est malsain du fait de ses orientations fondamentales, ils sont eux-mêmes d'autant plus malsains qu'ils sont plus efficaces ou compétents.

Quant aux raisons de vivre qu'on peut avoir dans le cadre de ce système, on les trouve moins souvent dans l'activité exercée (sauf à être aveugle) que dans l'utilisation de l'argent reçu en contrepartie du travail : un appartement, une automobile, un lave-vaisselle...

Mais il ne faut pas être catastrophiste. Le développement provoquant désormais la marginalisation d'une fraction grandissante de la nation, peut-être finira-t-on par comprendre que les ambitions individuelles et collectives que nous sommes invités - et obligés - à avoir, ne sont pas celles que nous devrions nourrir. Une prise de conscience permettrait d'affronter dans de meilleures conditions cette crise dont on a parlé dans le bulletin N°18 (5) et qui est encore devant nous. Peut-être ceux qui souhaitent que s'instaurent d'autres rapports entre les hommes d'une part, entre ceux-ci et leur environnement, d'autre part, tenteront-ils de se constituer en société, sans l'opposition du reste de la nation, celle-ci comprenant et acceptant leur projet. Peut-être...

Mais les gens que j'ai rencontrés cet été et qui s'étaient réunis pour réfléchir à la crise n'encouragent pas les espoirs de ce genre : ils pensent que demain sera comme aujourd'hui, en mieux.

François PARTANT

Texte paru dans le bulletin de l'association Champs du Monde n°22 de septembre 1984, repris dans l'ouvrage Cette crise qui n'est pas une (L'Harmattan, 1984).

(1) Mouvement pour une Alternative Non-violente.

(2) Parti Socialiste (français)

(3) Il s'agit du bulletin de l'association Champs du Monde

(4) Concernant cette phrase, Partant a ensuite donnée les précisions suivantes : "Jean Chesnaux, lors d'une rencontre récente, m'a reproché d'avoir parlé des sociétés qui, avant l'époque coloniale, ne se reproduisaient qu'à l'identique. "Beaucoup" de sociétés, sûrement pas, en effet. Il a raison,

quelques sociétés seulement : en Océanie, en Australie (les aborigènes), dans les Amériques, les nomades en Afrique... Il aurait aussi fallu préciser l'expression "à l'identique". Mais je souhaitais rappeler que le développement *des forces productives* représente un choix culturel, que si les sociétés "modernes" ont fait ce choix, à la suite de la société occidentale, il n'avait jamais été fait dans le passé et il pourrait ne plus l'être dans l'avenir. Car l'évolution d'une société n'implique pas le processus de développement technico-économique qui s'est enclenché à l'initiative et au profit des pays où la révolution industrielle s'est produite voici deux siècles." (bulletin de l'association Champs du Monde n°24 de mars 1985, réponse à une lettre de Denis Clerc.)

(5) Voir note de lecture sur le livre *La Crise*, ouvrage collectif de Denis Clerc, Alain Lipietz et Joël Satre-Buisson, coll. alternatives économiques (Edition Syros, Paris 1983). Parue dans le bulletin de l'association Champs du Monde n°18 de septembre 1983.